

L'ouvrage

Professeur émérite à l'UCL, fondateur de la chaire Hoover d'éthique économique et sociale, Philippe Van Parijs publie "Belgium, une utopie pour notre temps" aux éditions de l'Académie royale de Belgique.

Face à la seule utopie qui existe, selon lui, actuellement pour le pays (celle de sa dislocation promise par la N-VA), Philippe Van Parijs développe un autre modèle d'avenir. Il avance dans son ouvrage une réforme de la Chambre sur la base d'une circonscription fédérale, une métronomie citoyenne du Sénat, et la promotion de l'utilisation de l'anglais pour fluidifier les relations entre francophones et néerlandophones. Ses propositions feront débat. Il les présentera ce 21 juin en anglais à la Fondation universitaire, et en français et néerlandais le 26 juin à l'Académie royale de Belgique, devant des représentants de différents partis.

■ Le professeur Philippe Van Parijs (UCL) présente son nouveau livre "Belgium, une utopie pour notre temps".

■ Il veut opposer à l'utopie des nationalistes flamands – celle de la dislocation de la Belgique – une autre utopie, tout aussi forte.

“L’anglais sera bientôt la première langue de Belgique”

Entretien Frédéric Chardon et Bosco d’Otreppe

La bibliothèque du professeur Philippe Van Parijs est le meilleur argument qui soit en faveur des livres papiers. Du sol au plafond, ils tapissent et habitent cette pièce accueillante où des débats, avec les intellectuels les plus en vue du pays, se sont prolongés par dizaines pour dessiner un modèle belge.

Vous citez John Stuart Mill qui, en 1861, évoquait le sentiment de nationalité commune des Belges, “nonobstant [leur] diversité de rare et de langue”. Pensez-vous qu’il aurait pu avoir raison avant tout le monde, et qu’aujourd’hui la Belgique constituerait une nation ? Cela aurait été possible de former une nation au sens où Mill l’entendait : si la francisation du pays avait réussi comme elle a réussi en France. On remarque aujourd’hui qu’une nation belge n’a pas pu advenir, car le français n’a pas pu s’imposer pour des raisons qui sont à mes yeux valables.

Quelles étaient ces raisons ?

Au nom de leur dignité et de leur culture, les tenants du mouvement flamand considéraient que le flamand, comme on l’appelait à l’époque, devait être mis sur un pied d’égalité avec le français. Cela est advenu à la fin du XIX^e siècle. A partir de là, le mouvement flamand a poursuivi ses revendications. Cela a conduit au principe de territorialité linguistique, à la scission de notre système d’enseignement et, en bout de course, à la situation actuelle d’une démocratie belge qui est faite de deux démocraties juxtaposées. C’est pour cela qu’il n’y a pas de nation belge. Cette dualité des démocraties, qui est un problème et un défi, est le résultat d’une reconnaissance de l’égalité de dignité des deux composantes de la population belge.

La question linguistique est donc indépassable pour comprendre la Belgique actuelle...

Comme toutes les démocraties, la démocratie belge connaît de nombreux problèmes. Mais il y a un problème spécifique en Belgique, qui est celui posé par la question linguistique. Nous devons réfléchir à la meilleure manière de le gérer.

Pour le résoudre, vous faites appel à l’anglais. En quoi pourrait-il nous aider ?

Il serait naïf de penser l’avenir de la Belgique sans prendre en compte ce phénomène spectaculaire qu’est la démocratisation de l’anglais. Aujourd’hui, l’anglais est la deuxième langue dans chacune des trois régions du pays. Au regard des chiffres et de sa maîtrise par les plus jeunes générations, l’anglais sera très prochainement la première langue du pays. Si ce n’est pas déjà le cas...

Qu’est ce que l’usage de l’anglais permettrait de résoudre ? Et n’effacerait-il pas le néerlandais ou le français ?

Absolument pas. Dans les ménages, on continuera d’utiliser la langue parlée depuis toujours. Néerlandais et français resteront des langues officielles. La presse continuera à fonctionner pour l’essentiel dans les différentes langues. Je n’envisage donc pas l’anglais comme un substitut aux autres langues. Dans les relations personnelles cependant, les communications se feront en anglais. Cela est déjà en train de se passer, entre chercheurs par exemple, et cela se passera davantage à l’avenir. Ma thèse, c’est donc que de manière chaotique, désordonnée, les relations personnelles par-delà la frontière linguistique se déroulent

en anglais. L’anglais a même un double avantage : il deviendra la langue dans laquelle il sera le moins laborieux de fonctionner, et il est cette langue qui respecte le plus la dignité du français et du néerlandais. De manière approximative, un mot anglais sur deux est d’origine française, et un sur deux est d’origine germanique. Utilisons avec intelligence ce cadeau inespéré qui nous est offert par les hasards de l’histoire linguistique.

L’anglais permettra-t-il de résoudre le gap culturel qui sépare francophones et néerlandophones ?

Je crois que les différences qui sont liées à des flux d’informations et donc d’influences divers vont perdurer. Grâce à l’anglais, les contacts entre néerlandophones et francophones deviendront cependant plus fluides. Davantage d’échanges et de connexions se développeront. D’autant plus à mesure que la jeune génération remplacera l’ancienne, pour laquelle il est encore inconcevable de se mettre à fonctionner en anglais. Or, la création d’un “demot”, c’est-à-dire d’un peuple capable de fonctionner ensemble comme entité politique, a besoin de ces contacts fluides et égalitaires. Ce qu’il faut, c’est décomplexer les gens. En Belgique comme en Europe, nous devons nous réapproprier l’anglais qui est notre langue à nous. Fonctionner en anglais n’est par ailleurs pas une trahison du bel idéal d’une Belgique bilingue qui n’a jamais existé. Il s’agit plutôt d’être les pionniers d’une Europe du futur. Enfin, utiliser l’anglais relève aussi d’un argument très pragmatique. C’est cette langue, qui ne va cesser de se diffuser, qui nous permettra de dialoguer à l’international.

“L’Etat fédéral belge restera nécessaire bien au-delà du XXI^e siècle”

Vous dites que l’anglais va s’implanter naturellement. Mais tout le monde n’aura pas les mêmes possibilités d’apprentissage de l’anglais, cela pourrait renforcer les inégalités en Belgique.

Pourtant, l’utilisation de l’anglais est massivement supérieure, sur le plan de l’égalité, à l’espoir d’apprendre la seconde langue nationale. Miser sur la seconde langue nationale est bien plus sélectif socialement que de miser sur l’anglais, auquel l’ensemble des classes sociales est exposé. Mais l’anglais reste inégalitaire, c’est vrai. Particulièrement en Belgique francophone, en raison du doublage en français des films à la TV. En Flandre, au Danemark, en Finlande, l’apprentissage de l’anglais est bien plus égalitaire car les films sont en VO sous-titrés.

La Belgique est une utopie, selon vous. Mais vous écrivez qu’elle existe encore en raison de l’impossibilité de se passer de Bruxelles pour les deux communautés. Une utopie, donc, mais dont la raison de la survie est particulièrement terre à terre.

Pour moi, la Belgique n’est pas une fin en soi. C’est une institution, comme la Flandre ou la Wallonie. La raison pour laquelle la Belgique n’éclatera pas et devra conserver des pouvoirs importants au fédéral est d’ordre contingent : Bruxelles est là. Bart De Wever a raison de dire que la démocratie fonctionne plus facilement quand on a une population homogène, en particulier sur le plan linguistique. Mais la tâche n’est pas de faire fonctionner la démocratie au niveau où cela est le plus facile, mais de la faire fonctionner là où on doit le faire : au niveau des entités décentralisées, mais aussi de l’Etat fédéral belge et de

l’Union européenne. La construction européenne étant très lente, l’Etat fédéral belge restera nécessaire bien au-delà de la fin du XXI^e siècle...

Depuis 2014, la N-VA est au pouvoir au fédéral. Est-ce que, depuis quatre ans, quelque chose a changé dans l’âme belge, dans les perceptions entre le Nord et le Sud du pays ?

Sur le plan des politiques menées, l’irruption de la N-VA n’a pas changé grand-chose dans notre pays. Notre système social, extrêmement développé, fait l’objet d’un très large consensus au sein de la population. Les changements se situent à la marge. Cela se passe maintenant comme cela se passait auparavant. Si on prend un peu de distance, ce qui est soutenu aujourd’hui socialement par un gouvernement dit “de droite” peut sembler très progressiste par rapport à ce qu’il se passe dans la plupart des pays du monde.

L’utopie belge est-elle finie par absorber la N-VA ?

N’allons pas trop vite, car l’habit peut faire le moine. Mais il est vrai que sur le plan communautaire, la N-VA étant au pouvoir au fédéral, elle est contrainte de dire que ce qu’elle y fait est dans l’intérêt de tous les Belges et pas seulement des Flamands. Ce qui est fondamental pour qu’une démocratie fonctionne, c’est la “force civilisatrice de l’hypocrisie”. Les ministres nationalistes flamands au fédéral sont contraints de dire et de faire des choses qui correspondent à l’intérêt général des Belges, même si, peut-être, cela ne correspond pas à leurs désirs profonds. D’où la popularité de Franken et Jambon du côté fran-

çophone. C’est cela que j’appelle la force civilisatrice de l’hypocrisie. Toutefois, au-delà de cela, la force de la N-VA, c’est de proposer une utopie forte – celle de la dislocation de la Belgique. C’est une vision d’avenir qui peut mobiliser ses partisans. Nous avons besoin de proposer une vraie alternative à ce projet, une autre utopie forte.